FMH Editorial 1170

Et vous, comment allez-vous?

Carlos Beat Quinto

Dr méd., membre du Comité central de la FMH, responsable du département Santé publique et professions de la santé



A la page 1171 de ce numéro, vous trouverez un article consacré à la santé des médecins. Et vous, dormez-vous bien? Mangez-vous équilibré? Faites-vous du sport? Avez-vous renoncé à fumer et buvez-vous de l'alcool avec la plus grande modération? Combien de temps consacrez-vous à votre famille et avez-vous écarté toute addiction de votre stratégie de coping? Avec le nouveau référentiel PROFILES (Principal Relevant Objectives and Framework for Integrative Learning and Education in Switzerland), nos jeunes collègues sont désormais sensibilisés à la question de leur propre santé dès leurs études universitaires. Ensuite, au cours de leur formation postgraduée, ce sera au tour de l'ASMAC, et par la suite, de la FMH.

Pour être en bonne santé, il est essentiel que notre travail ait du sens. Et pour cela, les conditions dans lesquelles nous exerçons sont primordiales. Or, ces dernières années, la charge administrative a fortement augmenté: nous avons de moins en moins de temps à consacrer à nos patients et passons toujours plus de temps derrière notre écran ou devant une montagne de papier.

Comment veiller à notre propre santé lorsque les priorités ne sont pas placées au bon endroit? Nous sommes venus à bout de la première vague de COVID-19. Sur le plan cantonal, de petits miracles ont même eu lieu: dans certains cantons, l'unité cantonale

En tant que médecins, nous devons veiller à notre propre santé pour pouvoir prendre soin de nos patients.

a permis d'éclipser réserve, préjugés, voire une éventuelle méfiance. Devant l'urgence, gouvernement, administration, hôpitaux et société cantonale de médecine ont œuvré main dans la main, sans paperasse ni formalités superflues. Et sur le plan national? Aussi, mais uniquement aux échelons hiérarchiques inférieurs, là où la connaissance du terrain est encore présente. Plus haut en revanche, certaines décisions n'ont pas toujours été bonnes; si elles ont pu en partie être corrigées, nous en payons aujourd'hui encore le prix.

Et ce n'est pas faute d'avoir offert notre soutien à maintes reprises.

Qu'en est-il alors de certaines mesures visant à freiner la hausse des coûts, susceptibles de déboucher sur une médecine à deux vitesses, de compromettre davantage la sécurité d'approvisionnement, de nuire à la prise en charge des personnes atteintes de maladies chroniques et de conduire à une médecine étatique en raison de mauvais incitatifs? En cas de pandémie, faut-il s'at-

Il n'est pas possible de prendre des mesures judicieuses dans le domaine de la santé sans connaître le terrain.

tendre à rencontrer les mêmes problèmes que certains pays européens aux systèmes de santé affaiblis par des mesures d'économies et par une médecine étatique? Certaines de ces mesures laissent penser que le système de santé n'a pas été entièrement saisi dans toute sa complexité et leur application stricte ne peut donc que s'accompagner de dommages collatéraux conséquents. La sécurité d'approvisionnement est en jeu, non seulement en termes de ressources humaines mais également de matériel (accès limité aux médicaments, vaccins et dispositifs médicaux). Plusieurs mesures semblent s'inspirer tout droit d'idées développées aux Pays-Bas, alors que là-bas, ces mêmes mesures ont déjà dû être corrigées. Notre éthique professionnelle nous forcera à agir, aux côtés des autres professions de la santé. Car c'est de la santé de nos patients dont il s'agit, et de la nôtre. Afin de préserver notre système de santé considéré comme le meilleur au monde par l'OCDE, la proposition de solution serait de participer au moment opportun et de manière adéquate. Les mesures devraient être élaborées avec les professionnels de santé et non contre eux. Pour que cela réussisse à l'échelle nationale, nous avons besoin, parmi les décideurs, de partenaires ayant l'expérience du terrain et disposant de notions suffisantes en médecine et en santé publique. Ce n'est qu'ainsi que les bonnes priorités pourront être posées dans l'intérêt de la santé de la population et de notre système de santé. Nous réitérons donc une fois encore notre offre de soutien.